

**RENCONTRES DU MARCHÉ DES TITRES PUBLICS
ORGANISÉES PAR L'AGENCE UMOA TITRES**

PRESENTATION AUX INVESTISSEURS

DAKAR , 8,9 ET 10 JANVIER 2020

**PROFIL SOCIO - POLITIQUE, SITUATION ET PERSPECTIVES
MACROECONOMIQUES, PROJETS STRUCTURANTS
ET STRATEGIE DE FINANCEMENT**

**MONSIEUR BABACAR CISSE
DIRECTEUR DE LA DETTE PUBLIQUE
A LA DIRECTION GENERALE DE LA
COMPTABILITE PUBLIQUE ET DU TRESOR**

PLAN DU RAPPORT

- I. BREF APPERCU SUR LE SENEGAL: PROFIL SOCIO-POLITIQUE, ASPECTS INSTITUTIONNELS, DE GOUVERNANCE ET ECONOMIQUES**
- II. SITUATION MACRO-ÉCONOMIQUE RECENTE ET PERSPECTIVES**
- III. PROJETS STRUCTURANTS**
- IV. ORIENTATIONS STRATEGIQUES D'ENDETTEMENT DANS UN CONTEXTE DE MISE EN ŒUVRE DU PSE 2**

**I. I- BREF APPERCU SUR LE SENEGAL PROFIL SOCIO-POLITIQUE,
ASPECTS INSTITUTIONNELS, DE GOUVERNANCE ET
ECONOMIQUES**



Superficie: 196.722 km²

Population/indicateurs sociaux: 15,7 millions (estim.2018) avec une densité de 80 habitants au km². 41% de la population à moins de 15 ans . Espérance de vie: 67,5 ans. Croît démographique: 2,9% avec un doublement tous les 24 ans. Population urbaine 46,7% (en 2018 contre 23% en 1960)

PIB per capita : 1522 USD (estim. 2018)

IDH: 164^{ème} /189 pays

Le Sénégal est un pays de paix, avec une longue tradition de stabilité et d'ouverture politique. C'est une démocratie majeure, avec des institutions fortes et des transitions politiques apaisées. **Le Sénégal est un vecteur de stabilité** (relations solides de bon voisinage; diplomatie et coopération actives; participation à de nombreuses opérations de maintien de la paix) .

Indices/Notation: Transparency 66^e mondial et 8^e Afrique, Mo Ibrahim 10^e / Ba3 positif (Moody's) B+ St (S&P)

Le Sénégal a une économie à dominante tertiaire (45,8% de contribution au PIB; secondaire 23,9%; primaire 15,4%; administration publique 14,9%) La résilience est renforcée par les PAP du **Plan Sénégal Emergent horizon 2035**, dont l'axe I vise la transformation structurelle. Il est à relever une **amélioration des classements** Doing Business (de 141^e à 123^e), Soit un gain de 4,9 points pour 18 places gagnées et World Economic Forum (de 118^e à 106^e) (proposition: à enlever le Sénégal a connu une régression sur ce volet et une **bonne dynamique de croissance** (avec cinq années successives de croissance supérieure à 6%))



La gestion des finances publiques au cours des trois dernières années s'est déroulée en phase avec les engagements du programme Economique et Financier appuyé par l'ISPE. Elle a été caractérisée d'une part, par le maintien d'un effort soutenu de mobilisation des recettes internes à la faveur du renforcement et de la modernisation de l'administration fiscale et douanière et d'autre part, par la poursuite de la mise en œuvre des projets d'investissement du PSE et la réduction progressive des charges de fonctionnement.

Par ailleurs, grâce à une **gestion prudente de la dette**, le Sénégal, selon le rapport du FMI publié en janvier 2019 continue à garder son profil de pays à risque faible de surendettement.

Aujourd'hui, en relation avec le FMI, le Sénégal a élargi le champ de la dette au secteur public. Les prochaines exercices de viabilité de la dette devraient appréhender les risques globaux inhérents au secteur public total.

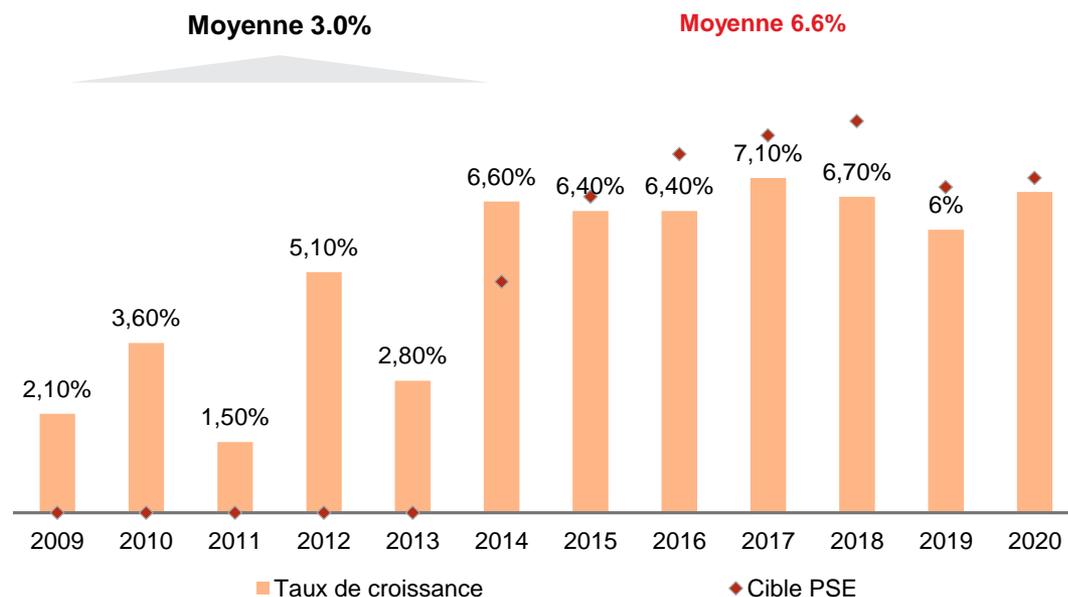
Le **secteur monétaire et financier** est caractérisé par une stabilité monétaire, du fait de l'appartenance à la zone franc XOF avec une politique monétaire centrée sur la lutte contre l'inflation et un système bancaire et financier bien capitalisé et résilient. Bien que les efforts d'atténuation du déficit commercial doivent davantage être consolidés, les **comptes extérieurs** évoluent globalement positivement grâce aux envois soutenus de fonds et aux flux d'IDE en progression

II- SITUATION MACRO-ÉCONOMIQUE RECENTE ET PERSPECTIVES

UNE TRAJECTOIRE DE CROISSANCE SOUTENUE ET DURABLE...

Rehaussement durable de la trajectoire de croissance du pays :

Depuis la mise en œuvre du Plan Sénégal Emergent, en 2014, l'économie sénégalaise s'est inscrite sur un nouveau sentier de croissance au cours des dernières années. L'activité économique se maintient sur une dynamique de croissance de plus de 6% sur les trois dernières années. En 2020, elle est attendue à 6,8%



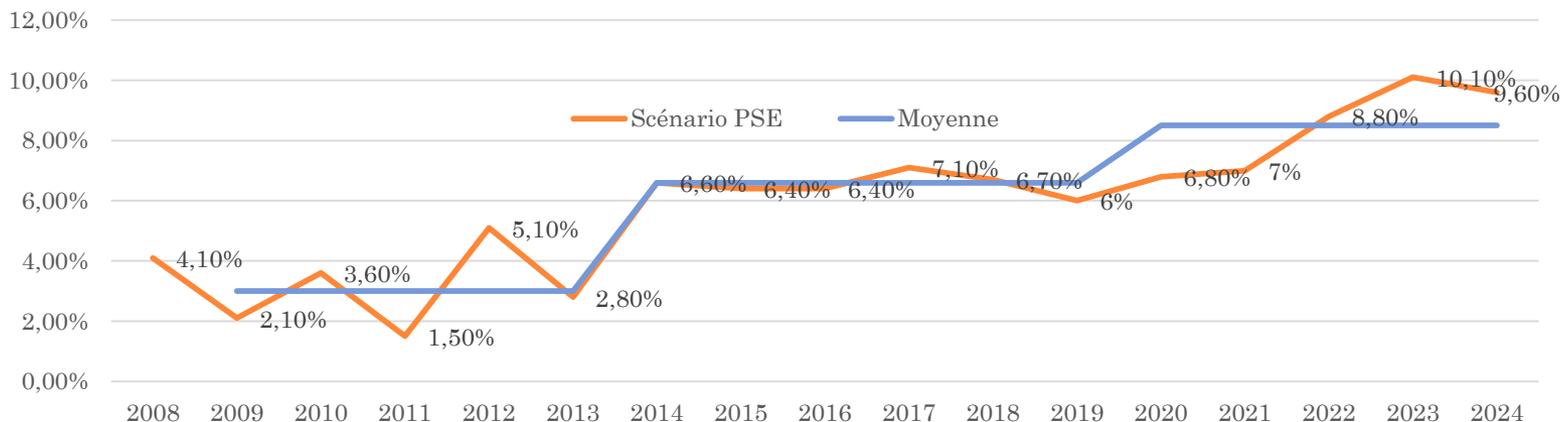
	Moyenne					Contribution à la croissance moyenne		
	2015	2016	2017	2018	2019	progression	Répartition	Poids
Secteur primaire	10,60%	5,40%	11,60%	7,90%	7,20%	8,54%	1,11%	15,40%
Secteur secondaire	9,80%	3,60%	7,40%	6,90%	6,00%	6,74%	1,43%	23,90%
Secteur tertiaire	2,60%	7,20%	5,30%	6,30%	5,10%	5,30%	2,34%	45,80%
APU	10,70%	10,70%	4,80%	6,10%	7,40%	7,94%	1,10%	14,90%
							6,0%	

Le Sénégal présente l'avantage d'une croissance diversifiée portée par tous les secteurs quoique dominés par le secteur tertiaire (au niveau duquel un peu moins de la moitié de la croissance est réalisée) tiré par les services financiers et d'assurance (7,3%) ainsi que le transport (7,1 %). Le secteur secondaire suit avec près de 24% de la croissance moyenne.

UNE TRAJECTOIRE DE CROISSANCE SOUTENUE DURABLE...

Contributions moyennes	Période 2008-2013		Période 2014-2019	
	% PIB	% taux croissance	% PIB	% taux croissance
Secteur primaire	14,20%	13,90%	14,60%	13,90%
Secteur secondaire	20,90%	22,50%	23,50%	22,50%
Secteur tertiaire	46,20%	45,60%	46,80%	45,60%
APU	18,70%	18,00%	15,10%	15,10%

	Contribution à la croissance moyenne		
	Période		Variation
	2009-2013	Période 2015-2019	
	Répartition	Répartition	
Secteur primaire	0,4%	1,3%	2,25
Secteur secondaire	0,6%	1,6%	1,7
Secteur tertiaire	1,4%	2,5%	0,8
APU	0,6%	1,2%	1
	3,0%	6,6%	1,2



Le secteur tertiaire a une contribution plus forte sur forte la croissance.

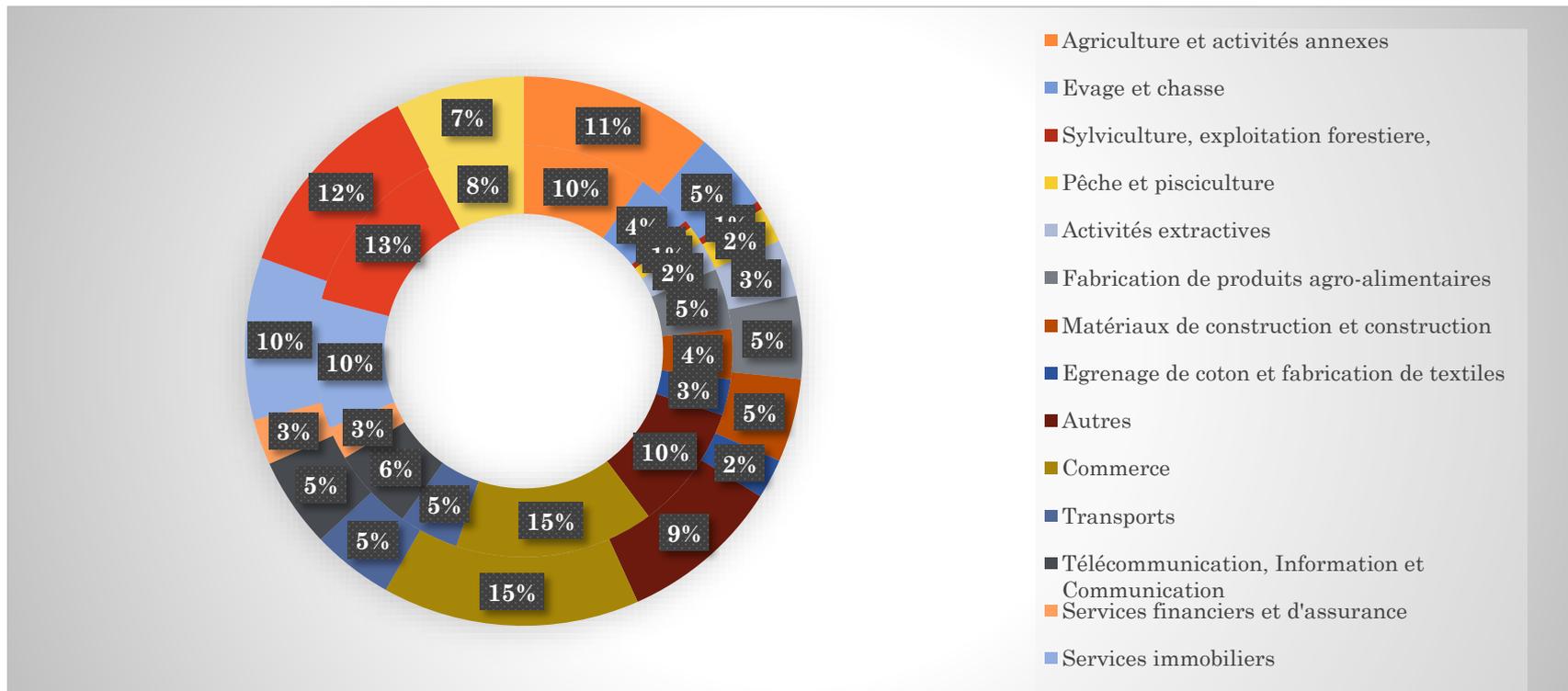
L'impact de la contribution à la croissance du secteur secondaire et celle du secteur tertiaire stagnent quasiment tandis que celui de la contribution du secteur APU recule assez significativement;

En moyenne, la croissance a plus que doublé sur la première phase du PSE relativement à la période quinquennale précédente (3,6 point de pourcentage. Un gain en moyenne de 2,2 points de croissance est attendu sur la deuxième phase du PSE

SOUTENUE PAR UNE ECONOMIE DYNAMIQUE, PLUS DIVERSIFIEE ET RESILIENTE

Faits saillants en 2019...

- **Secteur primaire:** l'activité dans le secteur primaire resterait dynamique, sous l'impulsion des sous-secteurs de l'agriculture, de l'élevage et de la pêche. Ainsi, l'activité est attendue en progression de 7,2% contre 7,9% en 2018, soit un ralentissement de 0,7 point de pourcentage.
- **Secteur secondaire:** il est attendu un renforcement des activités, en liaison, notamment, avec la vigueur de la construction en phase avec l'exécution d'importants projets structurants inscrits dans la phase II du PSE mais aussi l'amélioration de l'offre d'énergie attendue à travers le programme MCC. Globalement, le secteur secondaire est projeté en hausse de 6,0% en 2019, contre une estimation de 6,9% en 2018. La croissance du secteur secondaire serait soutenue, singulièrement, par les activités extractives, la fabrication de produits agro-alimentaires, les matériaux de construction et les BTP et la fabrication de produits chimiques.
- **Secteur tertiaire:** l'activité du secteur tertiaire devrait rester vigoureuse. La croissance dudit secteur ressortirait à 5,3%, soit une décélération de 1 point de pourcentage par rapport à 2018. Cette orientation favorable reflèterait, principalement, la bonne tenue des activités de commerce, de transports, financières et immobilières, en sus, de la bonne tenue attendue dans les télécommunications et les services d'hébergement et de restauration

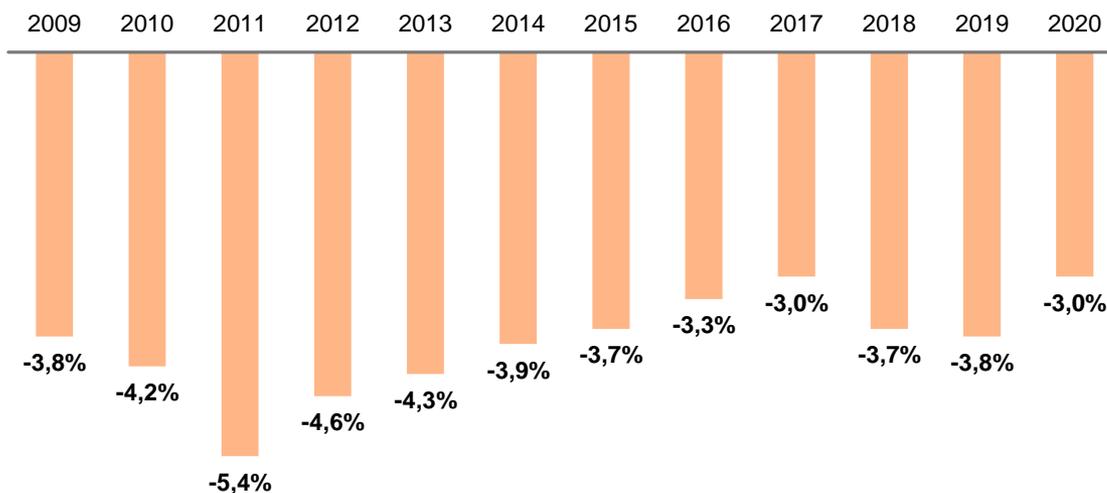


Economie assez bien diversifiée (aucune branche d'activité ne représentant plus de 15%). **prédominance du secteur tertiaire atténuée par une progression sensible du secteur secondaire**

Evolutions structurelles relevées sur la période 2014-2019:

- dynamisme sous secteur agricole (progressions notables des productions céréalières, arachidière et horticole) avec le programme d'adaptation aux conditions climatiques et le développement de la pisciculture;
- secteur secondaire: poursuite des grands travaux inscrits dans le cadre du PSE, le développement des pôles urbains notamment Diamniadio et Lac Rose, investissements massifs ICS et SOMIVA pour de réhabilitation et , poursuite du programme de développement 2016-2020 des activités de raffinage de la SAR, de la poursuite de l'exécution des projets d'infrastructure de l'Etat (VDN 2, Autoroute Thiès-Touba, Pôle urbain Diamniadio, etc.), réhabilitation des capacités de production énergétique et installation de nouvelles centrales solaires (Bokhol, Méouane et Malicounda) et dynamisme de l'huilerie au niveau de l'industrie alimentaires
- **au niveau du secteur tertiaire:** l'élargissement du réseau routier, renouvellement du parc automobile, renforcement de la compétitivité du Port Autonome de Dakar

Déficit budgétaire (% du PIB)



Poursuite de l'effort de réduction du déficit budgétaire.

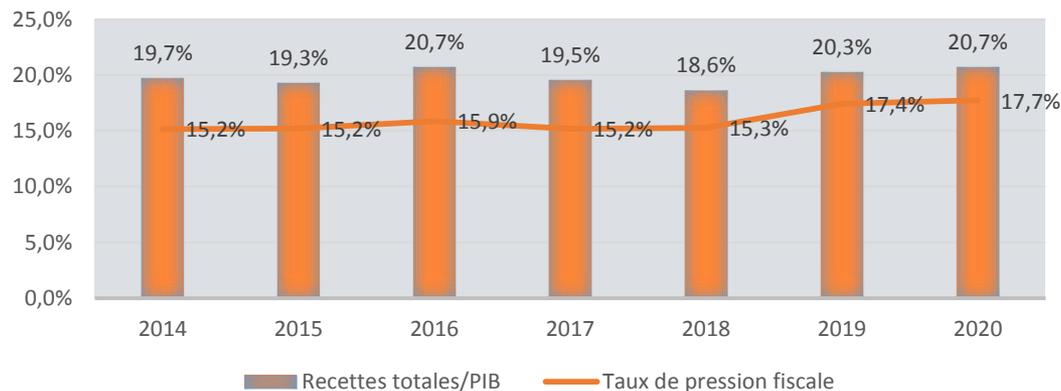
Après un pic de dégradation à 5,4% en 2011, le déficit est attendu à 3,8% en 2019, soit une consolidation de l'amélioration du déficit de près de 1,6 points du PIB.

Il convient de préciser que le dépassement de la cible de 3% s'explique au soutien apporté à la SENELEC en accord avec le FMI

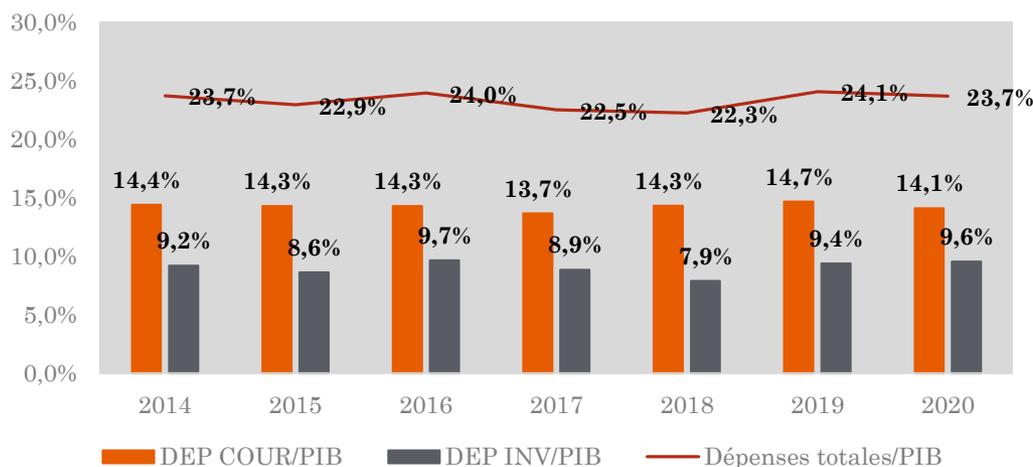
- Le niveau du déficit budgétaire de 2019 (3,8% du PIB) a permis de :
 - ✓ Ce taux, qui reflète une déviation de 0,8 point de pourcentage par rapport à la programmation initiale de 2019 (3% de déficit), s'explique pour 0,7 point de pourcentage par la subvention complémentaire allouée à la SENELEC en liaison avec la régularisation du secteur de l'électricité et 0,1 point du fait de la révision à la baisse du taux de croissance et du déflateur qui ont eu un effet sur le PIB nominal
- La gestion budgétaire à court et moyen terme sur la période 2020-2024 devrait bénéficier d'un cadre globalement favorable marqué par la consolidation du rythme de croissance économique à la faveur des ambitieux programmes de développement économique mis en œuvre dans le cadre du PSE ainsi que par les défis majeurs en terme de mobilisation des ressources budgétaires internes. Les orientations budgétaires seront axées essentiellement autour de la maîtrise du déficit budgétaire, conformément au pacte communautaire et aux engagements souscrits au niveau du nouveau programme économique et financier ICPE qui sera conclu avec le FMI. Au total, le déficit budgétaire est projeté à 3,0% du PIB en 2020 contre un objectif révisé à 3,8% du PIB au titre de l'année 2019.

...GRACE A LA BONNE TENUE DES RECETTES ET A L'AMELIORATION DE LA QUALITE DES DEPENSES

RECETTES BUDGETAIRES ET PRESSION FISCALES EN % DU PIB



Dépenses totales en % du PIB

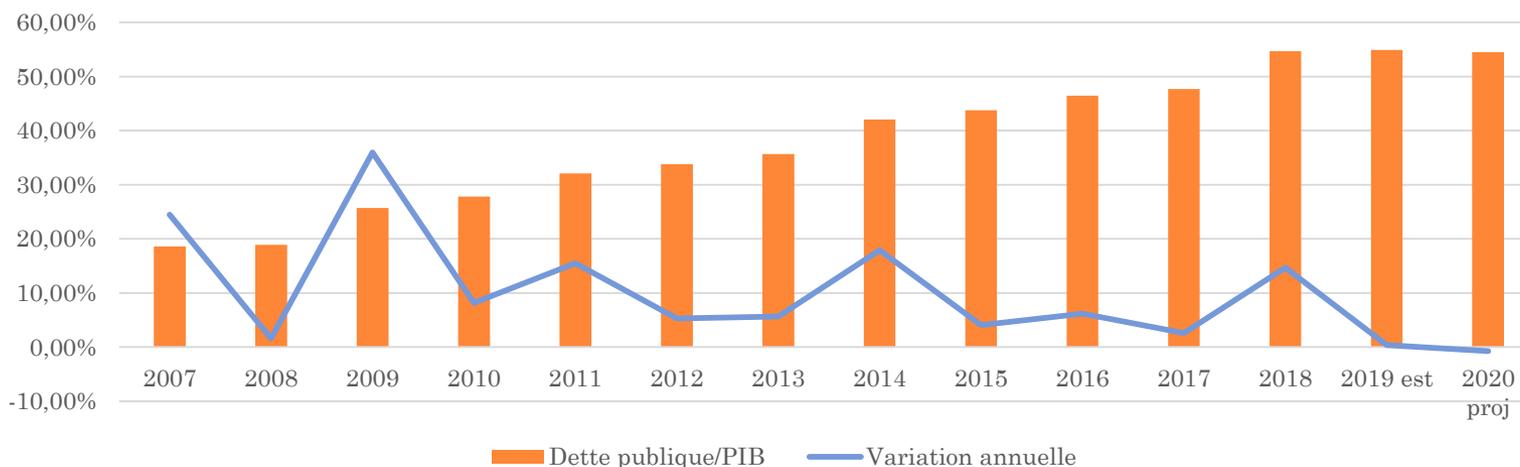


- Maintien d'un effort soutenu en terme de mobilisation des recettes internes
- Progression de la pression fiscale reflétant davantage un élargissement de l'assiette.
- .
- En perspectives, sur la période 2020 – 2024, Les recettes devraient s'accroître de 12,9 % par an sur la période à la faveur de la SRMT.
- Amélioration de la qualité et rationalisation des dépenses fonctionnement et efficience des investissements

....ET (2) AVEC UN ENDETTEMENT QUI DEMEURE SOUTENABLE

	2007	2008	2009	2010	2011	2012	2013	2014	2015	2016	2017	2018	2019 est	2020 proj
Dettes publique/PIB	18,60%	18,90%	25,70%	27,80%	32,10%	33,80%	35,70%	42,10%	43,80%	46,50%	47,70%	54,70%	54,90%	54,50%
Variation annuelle	24,50%	1,61%	35,98%	8,17%	15,47%	5,30%	5,62%	17,93%	4,04%	6,16%	2,58%	14,68%	0,37%	-0,73%

Evolution de l'encours de la dette



- En soutien aux investissements publics massifs entamés depuis 2014, la dette publique continue à progresser
-toutefois, à un rythme moyen moins accéléré que sur la période quinquennale précédente 2007-2013
- En perspective, l'encours devrait s'établir en moyenne à 48,1% sur la période 2021-2024, à la faveur notamment de la maîtrise accrue du déficit budgétaire et de l'amélioration de la stratégie d'endettement.

... BIEN QUE SES SOURCES SOIENT DE PLUS EN PLUS COMMERCIALES ET EXTERNES

EVOLUTION DE LA STRUCTURE DE LA DETTE PUBLIQUE						
	2013		2019		Evolution	
DETTE PUBLIQUE TOTALE	3441,7		7673			4231,3
concessionnels et semi-concessionnels	2128,5	62%	4074,3	53,10%		-8,90%
commerciaux	1313,2	38%	3598,7	46,90%		8,90%
Taux d'endettement public	44,60%		54,90%			10,30%
Dettes extérieures	2367,7	69%	6963	90,75%		21,75%
Multilatéraux	1509,3	44%	2185,4	31,39%		-12,61%
Bilatéraux	619,2	18%	1888,9	27,13%		9,13%
Crédit à l'exportation	1	0%	144,7	2,08%		2,08%
Commerciaux	238,2	7%	2744	39,41%		32,41%
Dettes intérieures	1074	31%	710	9,25%		-21,75%
Bons du Trésor	348,1	10%	0	0%		-10%
Obligations du Trésor	575,9	17%	671,8	11,70%		-5%
Autres emprunts	150	4%	38,2	0,90%		-3%

Source : DDP/DGCPT/MFB: données en milliards de FCFA

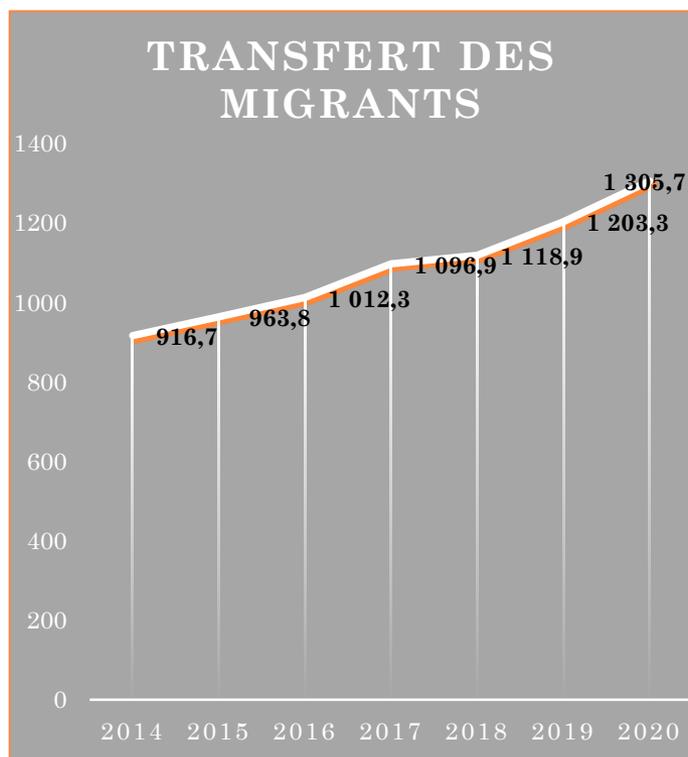
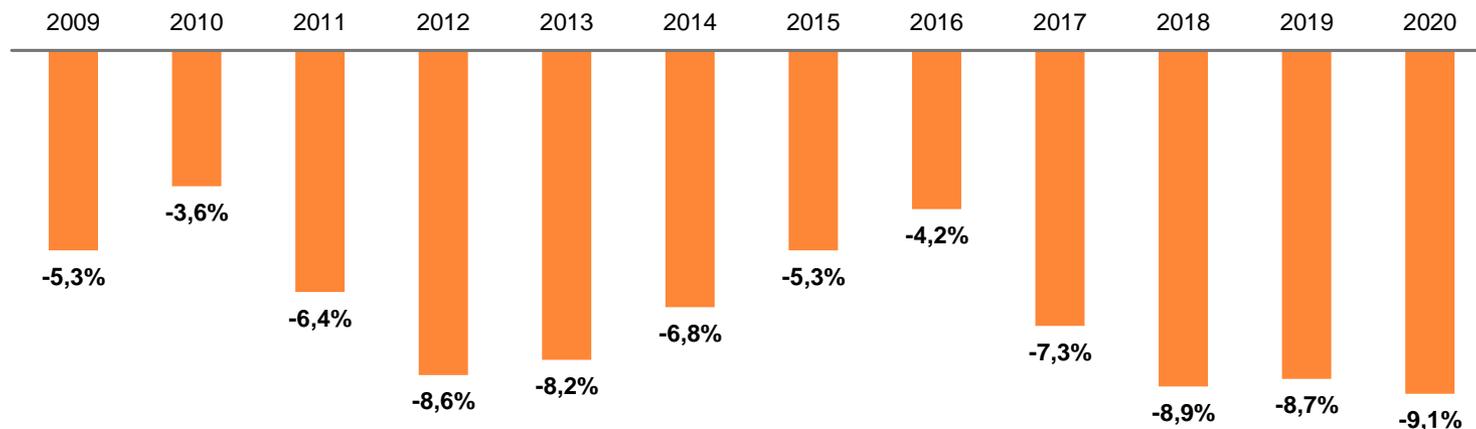
- La part de la dette externe est progressée de 21,75 points passant de 69% à fin 2013 à 90,75% à fin 2019.
- La part de la dette contractée à des conditions commerciales passe de 38% à 46,9%

...NEANMOINS, CETTE TENDANCE N'A PAS AFFECTE LE PROFIL DE RISQUE

Ratios	Seuils	2019	2020	2021	2022	2023	2028	2038
Ratios de solvabilité								
VA/PIB	55	40,2	38,2	36,5	32,5	30	23,9	17,1
VA/EXP	240	180,7	170,5	161,5	120,5	108,1	82,4	61,6
Ratios de liquidité								
SD/EXP	21	16,1	14,3	18,1	10,9	9,7	9,4	6,8
SD/REC	23	14,5	12,6	16,2	11,4	10,3	10,4	7,3

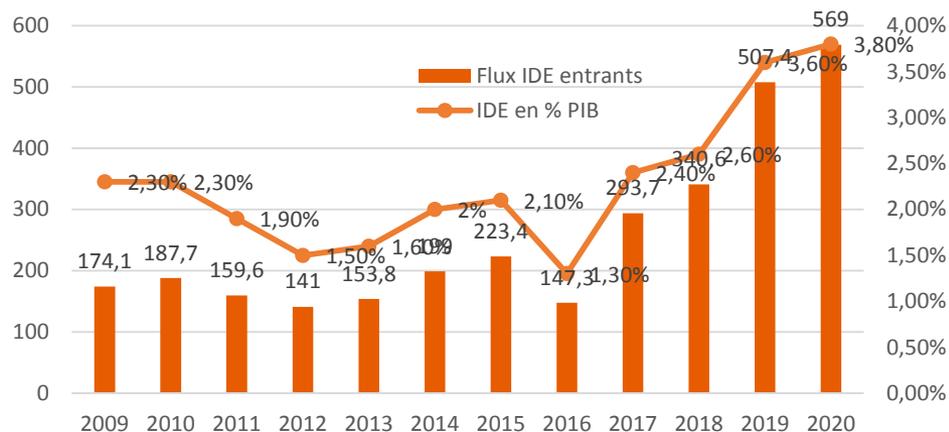
VA/PIB	74	54,6	53,3	52,6	48,9	46,4	43,2	37,6
---------------	-----------	------	------	------	------	------	------	------

COMPTES EXTERIEURS: LE COMPTE COURANT ENCORE VULNERABLE

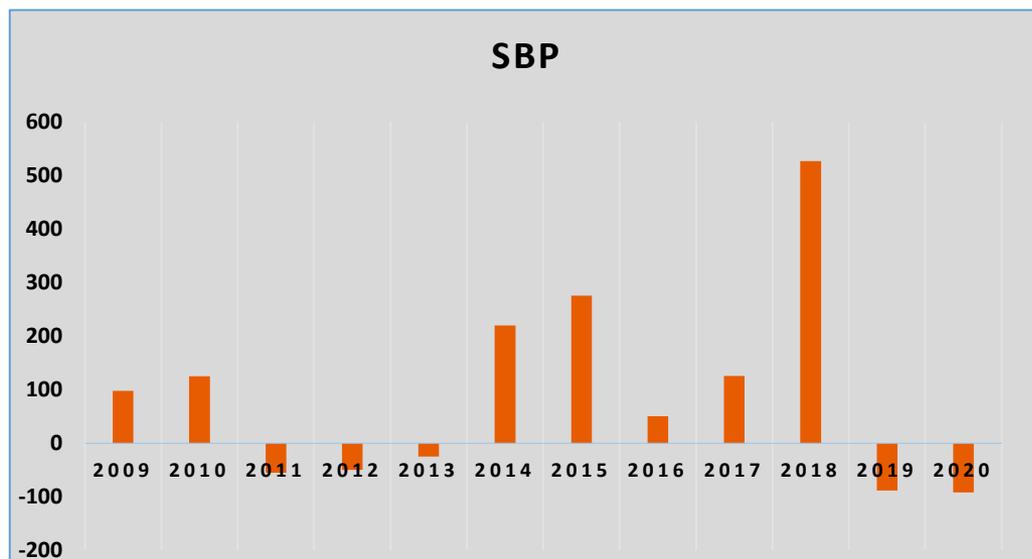


- ★ **Compte courant** : après une période 2013-2016 de réduction continue et sensible, il est noté sur les deux dernières années une dégradation du fait d'une progression des exportations plus faible que celle des importations tirées par les investissements relatifs au PSE. Le déficit du compte des transactions courantes est estimé à 8,7% du PIB en 2019 contre 8,9% du PIB en 2018, soit une amélioration de 0,2 point de pourcentage expliquée par le renforcement du solde du revenu secondaire (+102,3 milliards).
- ★ Soutien appréciable des transferts de fonds des travailleurs émigrés qui permet d'atténuer sensiblement le solde courant
- ★ Le déficit du compte courant est projeté à 9,1% en 2020, expliqué grandement par la hausse des importations notamment avec la mise en œuvre des projets pétroliers et gaziers

COMPTES EXTERIEURS: NEANMOINS LE SOLDE GLOBAL SE CONSOLIDE

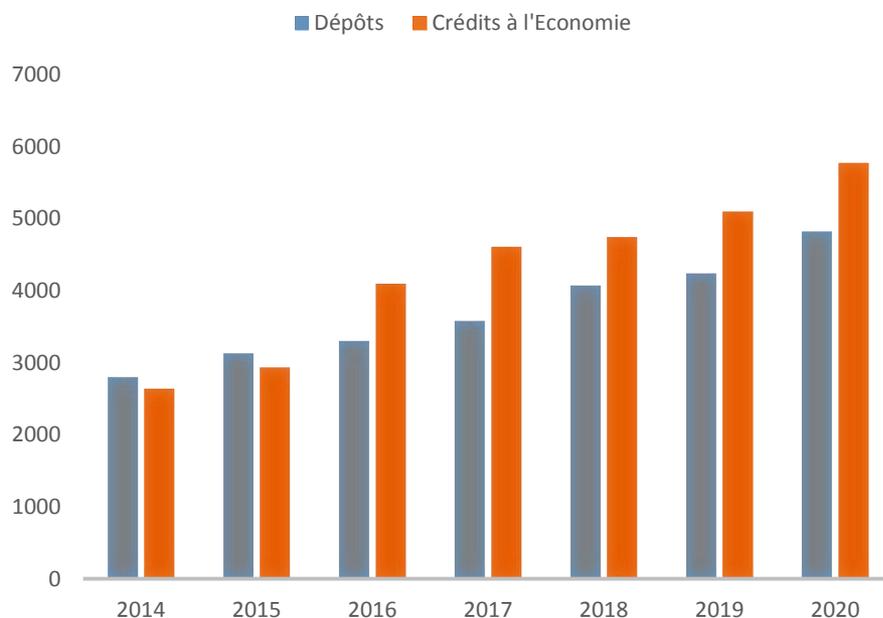


Grâce aux flux d'IDE (principalement en provenance de la France, de la Chine, du Maroc, du Nigéria et de l'Afrique du Sud), en faveur d'industries extractives, chimiques, dans le secteur financier, de l'énergie et dans l'agrobusiness ainsi que de plus en plus dans le pétrole et le gaz, qui sont en progression constante et aux mobilisations nettes de capitaux externes, le solde global se consolide



SITUATION MONETAIRE: MASSE MONETAIRE ET CREDIT EN EXPANSION

	Masse monétaire M2	Variation de la masse monétaire M2	Dépôts	Crédits à l'Economie	Crédits au secteur privé
2014	3485,5	11%	2797,3	2637,6	2564,7
2015	4165,6	20%	3129,1	2932,7	2735,1
2016	4217,4	1%	3297,3	4096,1	3666
2017	4607,7	9%	3578,9	4608,1	4209,1
2018	5259,7	14%	4072,6	4742,8	4275
2019	5462	4%	4237	5097,7	4582,1
2020	6043,7	11%	4821,3	5771,4	5051,7



- ★ La masse monétaire progresse (+4% en 2019; +9% par an depuis 2014 à l'exception de 2016), notamment en liaison avec la progression des avoirs extérieurs nets (résultant du solde global positif de la BDP) et des dépôts.
- ★ Les crédits au secteur privé connaissent une expansion appréciable (+7,2% en 2019 et +12,4% en moyenne depuis 2014).
- ★ Inflation faible , même si hausse en 2018 (+2,3% contre 1,7% en 2017) du fait hausse baril. Projection: 1,9% en 2019

SITUATION MONETAIRE: SYSTÈME BANCAIRE ET FINANCIER SOLIDE ET PERFORMANT

	Ratio d'adéquation des FP	Ratio Prêts improductif/ Total prêts	Côt moyen des fonds empruntés	Marge moyenne d'intérêt	rendement moyen des fonds propres après impôt
2013	17,9%	9,0%	2,2%	7,1%	10,5%
2014	16,4%	8,8%	2,2%	6,2%	3,6%
2015	16,3%	9,2%	2,2%	6,0%	9,0%
2016	13,8%	7,6%	2,3%	6,1%	13,0%
2017	13,2%	7,2%	2,4%	6,2%	19,9%
2018	12,5%	4,6%	nc	nc	7,2%

* secteur bancaire composé de 29 institutions de crédit dont une part importante de banques étrangères
 - Avec 22.2% des actifs bancaires de la zone UEMOA, le secteur bancaire sénégalais représente l'un des plus importants secteurs de la zone

- Les banques sont bien capitalisées en termes de ratio d'adéquation des fonds propres (CAR) [ratio de solvabilité]
- Les créances improductives sont maîtrisées . Elles représentant, après provision, 6,3% de créances totales), et les stress tests de solvabilité ont montré que les banques sont en mesure de supporter des chocs exogènes.

PERSPECTIVES DE CONVERGENCE 2020 - 2024

- ★ Au titre de la surveillance multilatérale, sur la période 2020-2024, la politique budgétaire continuera de s'inscrire autour de la stratégie de recettes à moyen terme, du renforcement du contrôle et la maîtrise des dépenses fiscales mais également de la rationalisation des dépenses courantes au profit de celles d'investissement dans un contexte de mise en œuvre de la phase II du PSE.
- ★ A cet effet, le déficit budgétaire global, prévu à 3,8% du PIB en 2019, devrait se stabiliser en moyenne à 3,0% sur la période 2020-2024.
- ★ Le taux d'inflation serait maîtrisé bien en deça du seuil de 5% fixé dans le cadre de la surveillance multilatérale.
- ★ S'agissant des financements auprès de la Banque centrale, le Sénégal ne pourra y recourir compte tenu de la réglementation en vigueur dans le cadre de l'Union Monétaire Ouest Africaine (UMOA).
- ★ En ce qui concerne la dette publique, le taux d'endettement total devrait situer en moyenne à 48,8% sur la période 2020-2024, soit en dessous du seuil de 70%.

	2020	2021	2022	2023	2024
CRITERES PRIMAIRES					
Le déficit budgétaire global	-3,0%	-3,0%	-3,0%	-3,0%	-3,0%
Le taux d'inflation (déflateur du PIB)	1,1%	1,1%	0,8%	1,8%	1,1%
Financement contracté auprès de la Banque Centrale	0	0	0	0	0
Les réserves de change en mois d'importation	6 mois				
CRITERES SECONDAIRES					
L'encours de la dette publique en % du PIB	51,6%	50,7%	49,2%	46,9%	45,4%
Le Taux de Change Nominal	stable	stable	stable	stable	stable

III. PROJETS STRUCTURANTS

PERSPECTIVES PAP 2019-2023 :

OBJECTIF GLOBAL ET PRINCIPAUX DÉFIS IDENTIFIÉS

**Objectif
Global,**

**Principaux
Défis**

Une économie forte, inclusive et résiliente pour le bien-être des populations

- ★ Stabilité du cadre macroéconomique à préserver : accent sur renforcement de la productivité et la mobilisation de ressources internes
- ★ Plus forte implication du secteur privé
- ★ Développement du capital humain et capture du dividende démographique
- ★ Renforcement de la gouvernance et promotion d'une administration publique moderne et efficace
- ★ Prise en compte de la dimension environnementale
- ★ Faire du pétrole et du gaz un des moteurs de l'économie
- ★ Promotion de l'économie numérique

PERSPECTIVES

Orientations programmatiques:

○ 5 Grandes initiatives majeures

- ★ PSE/Jeunesse 2035
- ★ PSE/Economie solidaire et sociale
- ★ PSE/Société numérique
- ★ PSE Vert ou la reforestation durable du territoire national
- ★ PSE/ Cap sur l'industrialisation

○ 3 Programme sectoriels

- ★ Programme ZERO BIDONVILLES
- ★ Programme ZERO DECHET;
- ★ Programme VILLES CREATIVES;

○ 5 ACCES UNIVERSELS

- ★ Eaux et Assainissement
- Electricité
- Projet structurant scaling solaire
- ★ Services sociaux de base
- ★ Services de mobilité collective
- ★ Services sportifs et culturels

PERSPECTIVES:

Mesures phares

○ 5 Grandes initiatives majeures

- ★ Programme provisoires zéro abris
- ★ Construction d'ISEP, de centres universitaires et d'Espaces numériques ouverts
- ★ Mise à niveau et construction de lycées techniques et professionnels
- ★ Parc de technologie numérique et Centre national de Calcul Scientifique de Diamniadio de Diamniadio
- ★ Programme de reforestation durable
- ★ Promotion d'industries de recyclage de déchets classiques
- ★ Agropoles
- ★ Parcs industriels et technologiques

○ 3 Programmes sectoriels

- ★ Programme 100 mille logements sociaux
- ★ Programme de revalorisation et de recyclage industriel des déchets;
- ★ Plateforme culturelle et artistique de promotion de la créativité et de l'innovation

○ 5 ACCES UNIVERSELS

- ★ Projet KMS 3
- ★ Projet de dessalement de l'eau de mer
- ★ PUDC
- ★ Autoroute de l'électricité: renforcement du réseau de distribution électrique
- ★ Construction d'hôpitaux, centres et postes de santé
- ★ Construction centre national d'oncologie cancer », centre de traitement des grands brûlés
- ★ TER
- ★ Rénovation chemin de fer Dakar Bamako
- ★ Nouvelle ligne ferroviaire
- ★ BRT
- ★ Construction d'un stade olympique à DIAMNIADIO et de stade multifonctionnel par pôle territoire
- ★ Construction de la maison des archives du hall des arts de Dakar et de la bibliothèque nationale du Sénégal

Principaux projets et programmes: Volet PPP

Economie numérique

- ★ Smart City à Diamniadio

Infrastructures et transports

- ★ Projet port de Ndayane



Energie

- ★ Extension du réseau électrique
- ★ Développement d'un réseau de gazoduc;



Industrie

- ★ Parcs industriels
- ★ Zones économiques spéciales
- ★ Développement des agropoles



Urbanisme et Habitat

- ★ Projet de développement urbain

ROLE ET PLACE DU SECTEUR PRIVE

- L'évaluation de la phase I du PSE montre que le secteur privé a faiblement contribué aux financements des projets et programmes (autour de 2%). Les PPP ont été bien moins utilisés que prévu, malgré la révision de la loi régissant les PPP en 2014.
- Les contraintes sont les suivantes : i) accès à/coût de l'énergie, ii) lourdeur des procédures dans le système fiscal et le domaine judiciaire, iii) réglementation du travail, iv) accès au/coût du crédit, (v) efficacité de l'investissement public, et (vi) faiblesse du capital humain, dans un climat des affaires où il est généralement difficile d'opérer.
- Des améliorations ont été apportées pendant le PSE I, avec l'appui du Programme de Réforme de l'Environnement des Affaires et de la Compétitivité (PREAC), qui est désormais mis à jour pour la période 2019-21. Ce qui favoriserait une participation plus accrue du secteur privé dans la consolidation de la croissance pendant la phase II du PSE.
- La stratégie de croissance du PSE II via un développement du Secteur privé repose sur les piliers suivants:
 - * renforcement des bases à long terme du développement qui reposera sur l'amélioration de la couverture et la qualité des infrastructures physiques, la gestion durable des ressources naturelles, la valorisation et le renforcement du capital humain;
 - * réformes concernant le cadre juridique et judiciaire (meilleure définition compétences Tribunal de Commerce en matière saisie immobilière; mise en place d'un ordre juridictionnel autonome en matière commerciale pour instituer des tribunaux de première instance et d'appel; dématérialisation du registre de commerce et du crédit mobilier (RCCM), numérisation des procédures) , la simplification des procédures, la promotion de la concurrence, la législation du travail, le financement (transformation institutionnelle du Fonds de Garantie des Investissements Prioritaires (FONGIP), fonds PME au sein du Fonds Souverain d'Investissements Stratégiques (FONSIS))

ROLE ET PLACE DU SECTEUR PRIVE

de

Les mesures sur le financement concerneront aussi: 1° la mise en place d'un registre unique garanties disponible sur Internet et qui abritera les données des suretés mobilières et des hypothèques en collaboration avec la Banque Centrale des Etats de l'Afrique de l'Ouest (BCEAO) pour renforcer la qualité de l'information sur le crédit et la protection des investisseurs (objectif de réforme, décembre 2021); 2° l'intégration dans la plateforme du Bureau d'Information sur le Crédit (BIC, objectif de réforme, décembre 2020) des grands facturiers (eau, électricité, téléphone), des données disponibles sur les antécédents de crédit ou de paiement d'un emprunteur. Ces informations sont exploitées pour fournir aux établissements de crédit des rapports de solvabilité détaillés.

* développement des partenariats public-privé (PPP) pour améliorer l'efficacité de l'investissement public tout en veillant à leur impact budgétaire. A cet égard, la loi PPP de 2014 sera revue en profondeur. Une première version sera disponible d'ici janvier 2020 avec des dispositions pour opérationnaliser les organes institutionnels (Conseil National d'Appui aux Partenariats Public-Privés—CNAPP, Conseil des infrastructures)

L'implication du secteur privé national et communautaire dans la réalisation et le développement des PPP sera renforcée à travers un niveau de sous-traitance et de co-traitance plus important et selon l'expertise et les capacités évaluées des entreprises locales

* évaluation et rénovation des régimes d'incitation à l'investissement en vue de l'adoption d'un nouveau Code des investissements en fin 2021, afin impulser des investissements productifs de la part de grandes entreprises et de PME innovantes

La stratégie de croissance du PSE II vise à développer des pôles d'activité économique, les ZES étant désormais opérationnelles. Les investissements prévus dans les trois ZES établies, Diamniadio, Diass et Sandiara s'élèvent à environ 3,7 % du PIB Issues de plusieurs pays, dont la Chine et la Tunisie, les entreprises concernées représentent différents secteurs comme l'industrie plastique, la transformation alimentaire, les cartes bancaires, les services médicaux et la recherche.

ROLE ET PLACE DU SECTEUR PRIVE

- Dans le secteur agricole, trois agropoles intégrées sont en cours de lancement afin d'aider le secteur à développer des projets agroalimentaires à forte valeur ajoutée et de réduire la dépendance à l'égard des denrées alimentaires importées.
- Une approche similaire est prévue pour le secteur du tourisme. Toutes ces initiatives jouent un rôle dans l'avancement de l'activité économique en dehors de Dakar. Le développement de plateformes d'investissement ouvrant aux entreprises et aux particuliers l'accès à des services administratifs en dehors de Dakar, va également dans le sens de cette stratégie.

IV. ORIENTATIONS STRATEGIQUES D'ENDETTEMENT DANS UN CONTEXTE DE MISE EN ŒUVRE DU PAP II

UNE STRATEGIE D'ENDETTEMENT PRUDENTE ET D'ACCOMPAGNEMENT DU SECTEUR PRIVE DANS LE CADRE DU PSE II

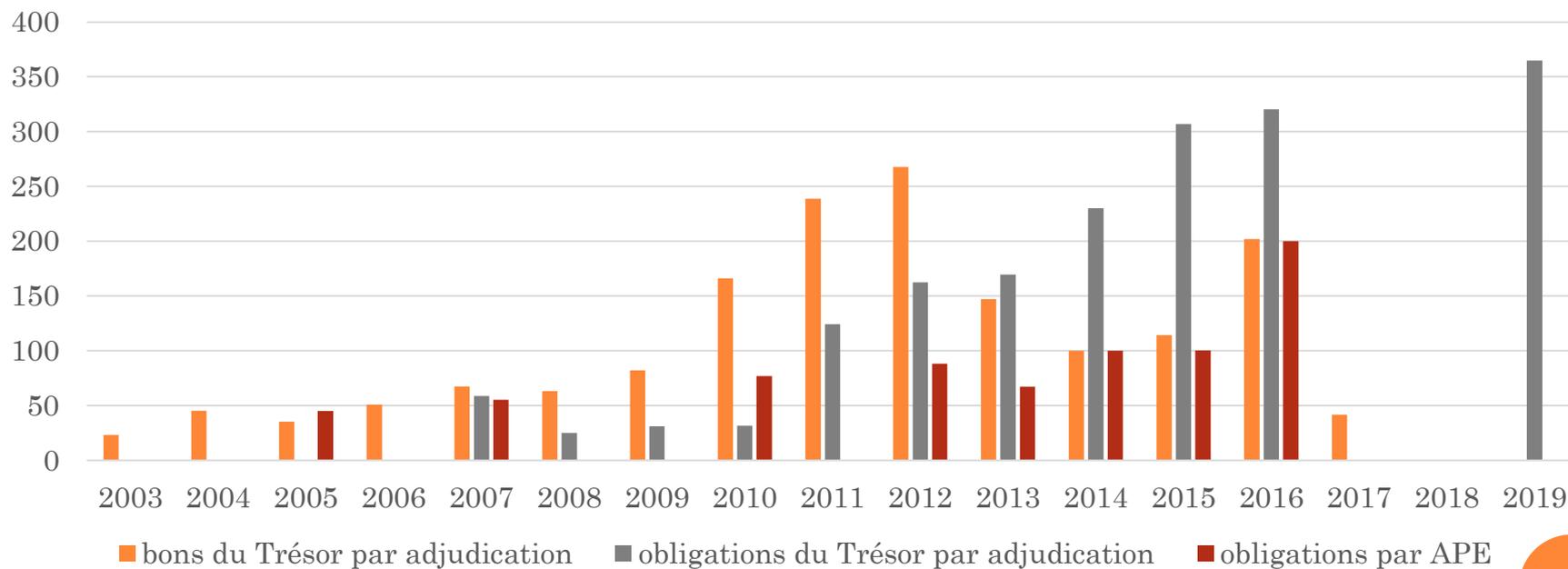
- L'objectif stratégique de l'Etat reste la couverture des besoins de financements de l'Etat avec le meilleur compromis coûts – risques, en explorant tous les financements disponibles (partenaires financiers classiques, marché international ou intérieur, finance islamique, financements bilatéraux avec des banques)
- En matière d'endettement, le Sénégal poursuivra ses efforts pour préserver la viabilité de la dette et renforcer la stabilité macroéconomique dans un contexte de mise en œuvre du PSE et de changement du paradigme avec l'élargissement du champ de la dette au secteur public.
- Pour les prochaines années, l'Etat continuera de mettre en œuvre une stratégie d'endettement prudente privilégiant dans la limite du disponible les ressources concessionnelles, les financements en euros pour éviter le risque de change ainsi que la fixation des taux d'intérêt pour éviter l'impact négatif de la variabilité des taux sur le service de la dette.
- Egalement, un retour marqué sur le marché intérieur sera observé pour contribuer à sa consolidation mais surtout de mieux gérer les vulnérabilités liées à la dette extérieure. Les innovations introduites avec les obligations infines pouvant porter sur des montants relativement importants favorisent le recours à ce marché
- Pour donner de la place au secteur privé, un soutien accru sera apporté par l'octroi de garantie à des projets stratégiques présentant une rentabilité économique et financière avérée. A ce niveau, la stratégie consistera à limiter les risques d'appel de la garantie de l'Etat (analyse financières, mécanismes de comptes séquestre etc...).

UNE STRATEGIE DE DIVERSIFICATION ET D'APPARIEMENT DES SOURCES DE FINANCEMENT

- Diversification de ses sources de financement avec l'ordre de priorité ci-après: financements concessionnels voire semi-concessionnels d'abord et, en complément, un recours aux ressources commerciales (principalement mobilisées sur les marchés de capitaux).
- A cet effet, l'Etat poursuit le recours aux bailleurs traditionnels (bilatéraux et multilatéraux) ainsi qu'à de nouveaux partenaires (pays émergents) susceptibles d'offrir des ressources concessionnelles pour prendre en charge des investissements dans les domaines de l'éducation et de la santé pour, le renforcement du capital humain et de la protection sociale.
- En outre, les ressources commerciales (les crédits à l'exportation et principalement les eurobonds), constituent des opportunités pour le financement nécessaire des projets à rentabilité économique avérée pour accroître la compétitivité de l'économie.
- Ces fonds importants destinés à favoriser la transformation structurelle de l'économie à travers la consolidation des moteurs actuels de la croissance et le développement de nouveaux secteurs créateurs de richesses, d'emplois, d'inclusion sociale et à forte capacité d'exportation et d'attraction des investissements.
- Le profil varié de ces investisseurs (banques, assureurs, gestionnaires de fonds, fonds de pension...) assure une bonne gestion du risque de concentration de sorte à éviter une saturation d'un investisseur sur les titres émis par l'Etat du Sénégal ou une prééminence trop forte (à travers une division des risques d'autant plus bonne que les titres sont disséminés dans un large éventail) qui pourrait influencer négativement sur les conditions futures de (re)financement

Bilan émissions titres publics du Sénégal sur les marchés de capitaux domestiques

taux moyen pondéré des bons du Trésor en (%)	2003	2004	2005	2006	2007	2008	2009	2010	2011	2012	2013	2014	2015	2016	2017	2018	2019	Total
taux moyen pondéré des bons du Trésor en (%)	3,32	3,4	3,5	4,66	5,28	6,68	6,7	5,6	6,43									
Années	2003	2004	2005	2006	2007	2008	2009	2010	2011	2012	2013	2014	2015	2016	2017	2018	2019	Total
bons du Trésor par adjudication	23	45,3	35,1	50,7	67,2	63,2	82,1	166,2	238,7	267,69	147,15	100	114,17	201,76	41,646	0	0	01643,916
obligations du Trésor par adjudication					58,7	25	31,1	31,4	124,3	162,35	169,39	230	306,94	320,4	0	0	0	365 1824,58
obligations par APE			45		55,1			76,8		88,103	66,94	100	100,2	200	0	0	0	0 732,143
Total	23	45,3	80,1	50,7	181	88,2	113,2	274,4	363	518,14	383,48	430	521,31	722,16	41,646	0	0	3654200,636



PLAN DE FINANCEMENT POUR 2020

○ DETERMINATION DU BESOIN DE FINANCEMENT

- ★ DEFICIT BUDGETAIRE PLFI 2020

450,5 MDS FCFA

- ★ AMORTISSEMENT DU PRINCIPAL DE LA DETTE

624 MDS FCFA

- ★ DEGONGLEMENT DES COMPTES DE DEPOT

121 MDS FCFA

- ★ SOIT AU TOTAL

1.195,5 MDS FCFA

○ SOURCES DE FINANCEMENT

- ★ EMPRUNTS –PROJETS

501,86 MDS CFA

- ★ EMPRUNTS – PROGRAMMES

100 MDS CFA

- ★ DISPONIBILITES

101,63 MDS FCFA

- ★ EMPRUNTS

493 MDS FCFA

PLAN DE FINANCEMENT POUR 2020

Calendrier prévisionnel d'émissions de titres publics de l'Etat du Sénégal au titre de l'année 2020

Date	Type	Montant annoncé	Méthode d'émission	Modalités de remboursement
vendredi 10 janvier 2020	OTA	35	Emission simultanée	In fine
vendredi 7 février 2020	OTA	50	Emission simultanée	In fine
vendredi 6 mars 2020	OTA	50	Emission simultanée	In fine
vendredi 10 avril 2020	BTA	50	Emission simultanée	In fine
vendredi 15 mai 2020	OTA	50	Emission simultanée	In fine
vendredi 5 juin 2020	BTA	50	Emission simultanée	In fine
vendredi 3 juillet 2020	OTA	50	Emission simultanée	In fine
vendredi 14 août 2020	OTA	50	Emission simultanée	In fine
vendredi 4 septembre 2020	OTA	50	Emission simultanée	In fine
mardi 6 octobre 2020	OTA	50	Emission simultanée	In fine
Montant Total		485		

